



Décision individuelle N°2019-171

Pétitionnaire : Conseil départemental des Alpes-Maritimes
Adresse : 147 boulevard du Mercantour – CADAM – BP3007, 06201 NICE cedex 3
Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national (ayant pour objet l'aménagement et l'entretien des (...) itinéraires destinés à la pratique des sports et loisirs de nature non motorisés)
Intitulé du projet : Poursuite des travaux de réfection du sentier d'accès au refuge de Vens
Localisation : parcelle n°165 section A commune de Saint-Etienne-de-Tinée

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7 et 15

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 21, 29 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis favorable du Conseil scientifique en date du 22 mai 2019,

Considérant la demande formulée en date du 26 mars 2019 par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes représenté par Monsieur CASTAGNONE Marc, directeur du service « Randonnées et activités de pleine nature »,

Considérant que l'itinéraire d'accès pédestre aux lacs et au refuge de Vens est inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

Considérant que la demande porte sur des travaux visant à améliorer la qualité du sentier par des reprofilages ponctuels, des mises en place de marches, de caillebotis, de revers d'eau et de murs en pierres sèches sur environ 700 mètres linéaires,

Considérant toutefois la présence localisée de stations d'espèces végétales d'intérêt patrimonial à proximité immédiate du chantier et dont la préservation doit être assurée lors de la mise en œuvre des travaux,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, représenté par son Président Monsieur GINESY Charles-Ange est autorisé à réaliser des travaux de réfection d'une portion du sentier d'accès au refuge de Vens, située au niveau de la parcelle cadastrée n°165 section A de la commune de Saint-Etienne-de-Tinée (06).

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes réunions de chantier, notamment à celles d'ouverture et de recollement.

Contacts

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.02.42.27

2.2. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les stations d'espèces d'intérêt patrimonial situées à proximité immédiate du chantier (y compris drop-zones et pierrier de prélèvement) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire. Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

2.3. Les lieux de prélèvement des pierres seront déterminés en accord avec le Parc national du Mercantour, exclusivement dans des éboulis. Sur ces lieux, la collecte sera réalisée de manière diffuse, de sorte à ne pas créer d'excavation artificielle et à conserver le profil général de l'éboulis. Aucune pierre ne devra être prélevée au sein des pelouses situées à proximité du chantier en raison notamment, de la forte présence de Lézard des souches et de Joubarde d'Allioni dans le secteur du chantier.

2.4. Les travaux seront réalisés sans maçonnerie et à l'aide d'outillages manuels.

2.5. Les lieux de stockage des matériaux préalablement définis avec le service territorial du Parc national du Mercantour ne pourront être modifiés qu'après accord de ce dernier. Il devra notamment s'assurer de l'absence d'espèce d'intérêt patrimonial sur les nouveaux emplacements envisagés.

2.6. Sur les zones de pelouses et assimilés, l'emprise pré-existante du sentier avant travaux devra être respectée, sans élargissement de celle-ci.

Dans le cas de piochage ponctuel destinés à recréer l'emprise, les mottes de terres seront mises en bordure des zones remaniées pour faciliter une reprise de la végétation. Veiller à ce que les mottes ne soient pas retournées (exclure un stockage « racines en l'air »).

2.7. Les écoulements naturels en provenance de l'amont devront être maintenus dans leur trajectoire d'origine ; en aucun cas les ruissellements situés en aval du sentier ne devront être déviés ou court-circuités.

2.8. L'usage de matériel motorisé (compresseur, brouette à moteur) ne devra pas engendrer de perte de fluides (carburant, huiles, etc.). Les personnes en charge des travaux devront disposer d'un kit anti pollution et connaître son utilisation en cas d'incident ; les machines seront mises en service et stockées sur un tapis absorbant adapté aux hydrocarbures.

2.9. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus non minéraux ou végétaux devra être intégralement collecté et évacué vers les filières de retraitement dûment autorisées.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 1^{er} septembre au 15 octobre 2019,

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national, notamment en ce qui concerne le campement et le survol d'un aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

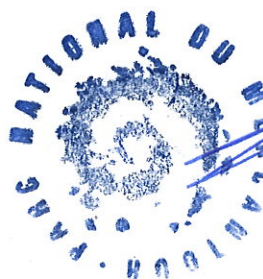
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au Conseil Départemental des Alpes Maritimes et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 23 mai 2019



Le directeur adjoint

Laurent SCHEYER

Copie :

- service territorial Tinée
- service Sensibilisation et Valorisation des Territoires : J.Molinier, F.Guigo

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.